

Arrêté N° 2019_02522_VDM

SDI 19-0159 - ARRETE DE PERIL GRAVE ET IMMINENT - 35, RUE MONTOLIEU - 13002
MARSEILLE - 202808 B0172

Nous, Maire de Marseille,

Vu l'article L.2131.1 du code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L.511.1 à L.511.6, ainsi que les articles L.521.1 à L.521.4 du code de la construction et de l'habitation, (Annexe 1)

Vu les articles R.511.1 à R.511.5 du code de la construction et de l'habitation,

Vu l'article R.556.1 du code de justice administrative,

Vu l'arrêté de délégation de fonction consentie par le Maire n°14/252/SG du 14 avril 2014, à Monsieur Ruas en matière notamment de Police des Immeubles menaçant ruine et d'insécurité des équipements communs des immeubles collectifs à usage principal d'habitation,

Vu le rapport d'expertise en date du 12 juillet 2019 et le courrier complémentaire en date du 15 juillet 2019 de Monsieur Gilbert CARDI, Architecte D.P.L.G, expert désigné par ordonnance de Madame le Président du Tribunal Administratif de Marseille sur notre requête,

Considérant l'immeuble sis 35, rue Montolieu – 13002 MARSEILLE, parcelle cadastrée n°202808 B0172, quartier Les Grands Carmes, appartenant, selon nos informations à ce jour, en copropriété aux personnes et/ou sociétés listées ci-dessous, ou à leurs ayants droit :

- Lot 01 – 78/1000èmes :



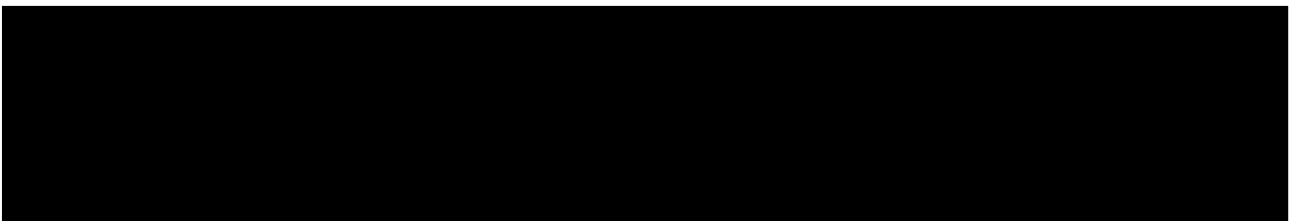
- Lot 02 – 132/1000èmes :



- Lot 03 – 42/1000èmes :



- Lot 04 – 56/1000èmes :



- Lot 05 – 60/1000èmes :

[REDACTED]

- Lot 06 – 42/1000èmes :

[REDACTED]

- Lot 07 – 56/1000èmes :

[REDACTED]

- Lot 08 – 60/1000èmes :

[REDACTED]

- Lot 09 – 42/1000èmes :

[REDACTED]

- Lot 10 – 42/1000èmes :

[REDACTED]

- Lot 13 – 56/1000èmes :

[REDACTED]

- Lot 11 & 14 & 15 & 17 – 236/1000èmes :

[REDACTED]

- Lot 12 – 42/1000èmes :

[REDACTED]

- Lot 16 – 56/1000èmes :

[REDACTED]

Considérant le syndicat des copropriétaires de cet immeuble pris en la personne de [REDACTED]

Considérant l'avertissement notifié le 10 juillet 2019 au syndicat des copropriétaires de cet immeuble, pris en la personne de [REDACTED]

Considérant le rapport d'expert susvisé, reconnaissant l'état de péril grave et imminent et constatant les pathologies suivantes :

Appartement 1^{er} étage de droite :

- Le sol des toilettes n'est pas étanche ;
- Le sol du balcon est dans un état moyen.

Appartement 1^{er} étage de gauche/droite :

- Absence de goujon et d'une dardenne sur deux appuis de fenêtres sur rue ;

Côté cuisine - Courette intérieure :

- Présence d'une fissure et d'éclats de maçonnerie au droit de la poutre du plancher du chevêtre du 2^e étage, cette poutre est fort abîmée ;
- Sur les parois séparatives de la courette avec les appartements sont présentes de nombreuses fissures et éclats de maçonnerie.

1^{er} étage - le palier et la cage d'escalier :

- Le plancher du palier présente un dévers du côté des appartements ;
- La cloison séparative des parties communes avec l'appartement de droite présente une fissure verticale sur toute hauteur, et un retour de fissure sur la largeur de la sous face du palier ;
- Revêtement du sol partiellement manquant (tomettes).

Appartement 2^e étage de droite :

- Le plancher présente une importante surcharge ;
- Absence d'arrêt sur un sur un appui de fenêtre.

Appartement 2^e étage de gauche/gauche :

- Surcharge du plancher dans le dégagement et le séjour ;
- Dans la cuisine, il manque le goujon ou la dardenne sur l'appui de fenêtre ;
- La chambre présente une surcharge de plancher sur la surcharge déjà existante ;
- Le plancher présente un dévers dans le sens appartement/cour.

2^e étage - le palier et la cage d'escalier :

La cloison séparative avec l'appartement de droite présente :

- Une fissure verticale sur toute hauteur située à gauche de l'ex-porte palière et de la volée d'escalier ;
- Un important éclat de maçonnerie sur l'arête de l'angle de l'appartement gauche/gauche et de l'escalier.
- Revêtement du sol partiellement manquant (tomettes).

Appartement 3^e étage de droite :

- Fissures sur le bâti et la dalle du balcon est cassée ;
- Le garde-corps est fissuré ;
- A la fenêtre de la cuisine, il manque goujon et dardenne sur l'appui de fenêtre ;
- Le plancher présente un dévers.

Appartement 3^e étage de gauche/droite :

- Le plancher présente un dévers ;
- Dans le séjour et la chambre, il manque goujon et dardenne sur l'appui de fenêtre ;
- La fenêtre de la cuisine présente un défaut de garde-corps.

3^e étage - le palier et la cage d'escalier :

La cloison séparative avec l'appartement de droite présente :

- Une fissure verticale sur toute hauteur du côté de l'appartement de droite.

Appartement 4^e étage de gauche/droite :

- Les appuis de fenêtre sont éclatés dans le séjour ;
- Le linteau de la chambre présente un trou ;
- Le plancher de la chambre présente un trou et une pente générale vers la cage d'escalier.

Appartement 4^e étage de gauche/gauche :

- Les appuis de deux fenêtres sont éclatés ;
- Les deux paires de volets doivent être déposées en urgence, pour éviter les risques de chute sur la voie publique ;
- Le plancher présente un dévers dans le sens appartement /cour.

4^e étage - le palier et la cage d'escalier :

La cloison séparative avec l'appartement de droite présente :

- Une fissure horizontale sur la cloison située à 2m de haut.
- Deux fissures le long de la sous face et du giron de la volée d'escalier.
- Revêtement du sol partiellement manquant (tomettes).

5^e étage - le palier et la cage d'escalier :

- Présence d'une fissure horizontale en imposte de la porte palière de l'appartement de droite.
- Le plafond en canisse plâtrée de la cage d'escalier présente plusieurs fissures indiquant une fragilisation et le risque de chute des matériaux sur les personnes.
- Revêtement du sol partiellement manquant (tomettes).

La façade arrière sur cour :

Balcons :

- Les dalles en voûtains plats constitués de carreaux de brique enduits qui se déconstruisent et menacent de blesser les occupants des étages inférieurs (1^{er}, 2^e et 3^e étages) ;
- Une désolidarisation du linteau de la porte supportant le toit du cagibi du dernier balcon (3^e étage) avec les parois maçonnées, montrant ainsi un mouvement de tassement des balcons ;
- La structure du revêtement de sol indique des remaniements sur ce balcon.

La façade sur rue présente :

- Des éclats de maçonnerie sur les appuis et sur les linteaux de fenêtre ;
- Des éclats sur les modénatures ;
- Des absences de gonds ;
- Des absences de goujons et de dardennes sur les appuis de fenêtre.

Considérant le rapport susvisé, face à l'évolution des désordres constructifs relatifs à cet immeuble, préconisant les mesures suivantes afin d'assurer la sécurité des occupants et du public :

- Fermeture des accès à la cour arrière au moyen de cadenas ;
- Interdiction d'accès aux 3 balcons superposés de la façade arrière cour ;
- Faire purger les maçonneries instables du plafond de la cage d'escalier ;
- Faire purger les maçonneries instables autour de la verrière de la cour intérieure ;
- De la même façon que pour le balcon du 3^e étage, faire poser des étais sur les accès des deux autres balcons pour en interdire l'accès ;
- Mettre en sécurité la courette intérieure par la pose de :
 - . Un filet tendu en guise de plafond
 - . Une fermeture physique en panneaux de bois et étais horizontaux

- Prendre une maîtrise d'œuvre pour faire établir un CCTP par un homme de l'art (architecte ou BET) afin d'effectuer les sondages, la vérification et la réparation de :
 - . La poutre du chevêtre du plancher haut du 1^{er} étage dans la courette.
 - . L'ensemble des planchers des appartements de l'immeuble
 - . L'ensemble des volées d'escalier de l'immeuble
 - . La couverture
- Faire établir un PGC par un coordonnateur S.P.S. en cas de coactivités.
- Faire réaliser les travaux de réparation en fonction du CCTP et du PGC établis pour les travaux énoncés.
- Reprendre les embellissements abîmés durant les travaux.
- Faire établir une attestation par un homme de l'art à la fin des travaux à remettre aux services de sécurité des immeubles de la Ville de Marseille pour permettre la main levée de péril ; toutefois la main levée de péril pourra être effectuée en deux temps :
 - . Le premier temps, après la réalisation de la purge du plafond de la cage d'escalier et la fermeture des accès aux 3 balcons superposés et à la cour intérieure, ainsi que le retrait des deux paires de volets.
 - . Le second à la fin des mesures de réfection, soit :
 - avant le 30 septembre 2019 pour le rapport sur les sondages et les préconisations.
 - avant le 31 décembre 2019 pour la fin de l'ensemble des travaux.

Considérant les mesures d'urgence réalisées par le syndic des copropriétaires de cet immeuble, pris en la personne de [REDACTED]

Rez-de-chaussée :

Fermeture des accès à la cour arrière au moyen de cadenas ;

Cour intérieure - 1^{er} étage :

- Pose d'un filet de sécurité sur toute la surface de la cour au niveau du plancher haut du 1^{er} étage ;
- Création d'un périmètre de sécurité au droit de la poutre abîmée signalée dans le rapport d'expert par des panneaux bois verticaux ;

Cour intérieure :

- Purge des maçonneries et enduits menaçant de tomber autour de la verrière ;

5^e étage :

- Pose d'un filet de sécurité sous le plafond de la cage d'escalier ;

Façade arrière cour :

- Interdiction d'accès aux 3 balcons superposés par pose d'étais en travers des portes-fenêtres ouvrant sur les balcons ;

Façade sur rue :

- Démontage des volets de l'appartement du 4^e étage gauche/gauche ;

Considérant le courrier complémentaire de Monsieur Gilbert CARDI, Architecte D.P.L.G, expert, en date du 15 juillet 2019 susvisé, reconnaissant que :

- Le fait d'interdire l'accès au balcon de l'appartement du 1^{er} étage de droite, supprime l'accès au WC et la salle de bains situés sur l'extrémité du balcon ;

- Cet état de fait entraîne l'interdiction d'habiter ou d'utiliser l'appartement du 1^{er} étage de droite, jusqu'à la main levée de péril.

Considérant l'évacuation de l'occupant de l'appartement du 1^{er} étage droit de l'immeuble lors de l'intervention d'urgence du 16 juillet 2019, compte-tenu que le WC et la salle d'eau sont situés dans le cabi sur le balcon de la façade arrière cour condamné d'accès,

Considérant que dans le cadre de l'application de l'article L511-3 du Code de la Construction et de l'Habitation le maire ne peut ordonner que les mesures provisoires nécessaires pour garantir la sécurité,

ARRETONS

Article 1 L'appartement du 1^{er} étage de droite et l'appartement du 2^e étage de gauche/droite de l'immeuble sis 35, rue Montolieu - 13002 MARSEILLE sont interdits à toute occupation et utilisation.

Les fluides (eau, gaz électricité) de ces appartements interdits d'occupation et d'utilisation doivent être neutralisés.

Article 2 L'accès aux appartements interdits doit être immédiatement neutralisé par tous les moyens que jugeront utiles les copropriétaires. Celui-ci ne sera réservé qu'aux seuls experts et professionnels chargés de la mise en sécurité.

Les fluides pourront être rétablis à la demande des copropriétaires afin que ceux-ci puissent réaliser les travaux demandés. Néanmoins, ils devront s'assurer sous leurs seules responsabilités que la colonne montante soit dissociée de l'alimentation générale afin que le compteur général n'alimente plus les appartements.

Article 3 Les mesures d'urgence déjà réalisées doivent être maintenues jusqu'à la réalisation des travaux définitifs.

Article 4 Sur le rapport d'un homme de l'art (Architecte, Ingénieur, Bureau d'Étude Technique Spécialisé,...) prenant position sur la parfaite mise en œuvre des actions prescrites par la commune sur la base du rapport d'expertise sus visé, le Maire, par arrêté, prendra acte de la réalisation des travaux de mise en sécurité.

La mainlevée du présent arrêté ne sera prononcée qu'après réalisation des travaux mettant fin durablement au péril.

Article 5 A défaut par les copropriétaires ou leurs ayants droit de respecter les injonctions du présent arrêté dans les délais prescrits, la commune pourra procéder d'office à la réalisation desdits travaux, à leurs frais.

La créance résultant de ces travaux étant récupérable comme en matière de contributions directes.

Article 6 Les propriétaires doivent prendre immédiatement à leur charge l'hébergement des locataires évacués dans le cadre de la procédure de péril, et ce, jusqu'à réintégration dans les lieux, après respect des injonctions imparties par le présent arrêté. A défaut, pour les propriétaires d'avoir assuré cet hébergement provisoire

(ou le relogement définitif), celui-ci sera assumé par la ville de Marseille, aux frais des propriétaires défaillants.

Article 7

Les propriétaires doivent informer immédiatement la **Direction de la Prévention et de la Gestion des Risques, sis 40, avenue Roger Salengro 13233 MARSEILLE CEDEX 20** (tél : 04 91 55 40 79 et mail : suivi-hebergement@marseille.fr) des offres d'hébergement faites aux locataires et des dates prévues d'occupation de ces logements temporaires (date d'entrée et durée prévisionnelle).

Article 8

Le présent arrêté sera notifié sous pli contre signature au syndicat des copropriétaires pris en la personne de [REDACTED]

Celui-ci le transmettra aux propriétaires ayant des obligations d'hébergement, ainsi qu'aux occupants des appartements interdits d'occupation.

Article 9

Le présent arrêté sera affiché en mairie de secteur et sur la porte de l'immeuble.

Article 10

Le présent arrêté sera transmis au Président de la Métropole Aix Marseille Provence, Direction de la Voirie, au Bataillon de Marins Pompiers, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement, au gestionnaire du fonds de solidarité pour le logement du lieu de situation de l'immeuble.

Article 11

Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 12

Pour faire appliquer l'interdiction prévue à l'article 1 du présent arrêté, la Ville de Marseille pourra recourir en tant que de besoin, au concours de la force publique.

Article 13

Le présent arrêté peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Julien RUAS

Monsieur l'Adjoint délégué au Bataillon de
Marins-Pompiers et à la Prévention et la
Gestion des Risques Urbains

Signé le :

19 juillet 2019

Article L521-1

Modifié par Ordonnance n°2005-1566 du 15 décembre 2005 - art. 8 JORF 16 décembre 2005

Pour l'application du présent chapitre, l'occupant est le titulaire d'un droit réel conférant l'usage, le locataire, le sous-locataire ou l'occupant de bonne foi des locaux à usage d'habitation et de locaux d'hébergement constituant son habitation principale.

Le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le relogement ou l'hébergement des occupants ou de contribuer au coût correspondant dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-1 dans les cas suivants :

- lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une déclaration d'insalubrité, d'une mise en demeure ou d'une injonction prise en application des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25, L. 1331-26-1 et L. 1331-28 du code de la santé publique, si elle est assortie d'une interdiction d'habiter temporaire ou définitive ou si les travaux nécessaires pour remédier à l'insalubrité rendent temporairement le logement inhabitable ;
- lorsqu'un immeuble fait l'objet d'un arrêté de péril en application de l'article L. 511-1 du présent code, si l'arrêté ordonne l'évacuation du bâtiment ou s'il est assorti d'une interdiction d'habiter ou encore si les travaux nécessaires pour mettre fin au péril rendent temporairement le logement inhabitable ;
- lorsqu'un établissement recevant du public utilisé aux fins d'hébergement fait l'objet de mesures destinées à faire cesser une situation d'insécurité en application de l'article L. 123-3.

Cette obligation est faite sans préjudice des actions dont dispose le propriétaire ou l'exploitant à l'encontre des personnes auxquelles l'état d'insalubrité ou de péril serait en tout ou partie imputable.

Article L521-2

Modifié par LOI n°2009-323 du 25 mars 2009 - art. 94

I.-Le loyer ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cesse d'être dû pour les locaux qui font l'objet d'une mise en demeure prise en application de l'article L. 1331-22 du code de la santé publique à compter de l'envoi de la notification de cette mise en demeure.

Le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cessent d'être dus pour les locaux qui font l'objet d'une mise en demeure ou d'une injonction prise en application des articles L. 1331-23 et L. 1331-24 du code de la santé publique ou de mesures décidées en application de l'article L. 123-3, à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de la mesure de police. Les loyers ou redevances sont à nouveau dus à compter du premier jour du mois qui suit le constat de la réalisation des mesures prescrites.

Pour les locaux visés par une déclaration d'insalubrité prise en application des articles L. 1331-25 et L. 1331-28 du code de la santé publique ou par un arrêté de péril pris en application de l'article L. 511-1, le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation du logement cesse d'être dû à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de l'arrêté ou de son affichage à la mairie et sur la façade de l'immeuble, jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée.

Dans le cas où des locaux ont fait l'objet d'une mise en demeure prononcée en application de l'article L. 1331-26-1 du code de la santé publique suivie d'une déclaration d'insalubrité prise en application de l'article L. 1331-28 du même code, le loyer ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation du logement cesse d'être dû à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de la mise en demeure ou son affichage jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée de l'insalubrité.

Les loyers ou toutes autres sommes versées en contrepartie de l'occupation du logement indûment perçus par le propriétaire, l'exploitant ou la personne ayant mis à disposition les locaux sont restitués à l'occupant ou déduits des loyers dont il devient à nouveau redevable.

II.-Dans les locaux visés au I, la durée résiduelle du bail à la date du premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de la mainlevée de l'arrêté d'insalubrité ou de péril ou du constat de la réalisation des mesures prescrites, ou leur affichage, est celle qui restait à courir au premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de l'arrêté d'insalubrité ou de péril, de l'injonction, de la mise en demeure ou des prescriptions, ou leur affichage.

Ces dispositions s'appliquent sans préjudice des dispositions du dernier alinéa de l'article 1724 du code civil.

III.-Lorsque les locaux sont frappés d'une interdiction définitive d'habiter et d'utiliser, les baux et contrats d'occupation ou d'hébergement poursuivent de plein droit leurs effets, exception faite de l'obligation de paiement du loyer ou de toute somme versée en contrepartie de l'occupation, jusqu'à leur terme ou jusqu'au départ des occupants et au plus tard jusqu'à la date limite fixée par la déclaration d'insalubrité ou l'arrêté de péril.

Une déclaration d'insalubrité, un arrêté de péril ou la prescription de mesures destinées à faire cesser une situation d'insécurité ne peut entraîner la résiliation de plein droit des baux et contrats d'occupation ou d'hébergement, sous réserve des dispositions du VII de l'article L. 521-3-2.

Les occupants qui sont demeurés dans les lieux faute d'avoir reçu une offre de relogement conforme aux dispositions du II de l'article L. 521-3-1 sont des occupants de bonne foi qui ne peuvent être expulsés de ce fait.

Article L521-3-1

Modifié par LOI n°2014-366 du 24 mars 2014 - art. 87

I.-Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une interdiction temporaire d'habiter ou d'utiliser ou que son évacuation est ordonnée en application de l'article L. 511-3 ou de l'article L. 129-3, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer aux occupants un hébergement décent correspondant à leurs besoins.

A défaut, l'hébergement est assuré dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2. Son coût est mis à la charge du propriétaire ou de l'exploitant.

Si un logement qui a fait l'objet d'une déclaration d'insalubrité au titre du II de l'article L. 1331-28 du code de la santé publique est manifestement suroccupé, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer l'hébergement des occupants jusqu'au terme des travaux prescrits pour remédier à l'insalubrité. A l'issue, leur relogement incombe au préfet ou au maire dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2. En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, le coût de l'hébergement est mis à sa charge.

II.-Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une interdiction définitive d'habiter, ainsi qu'en cas d'évacuation à caractère définitif, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le relogement des occupants. Cette obligation est satisfaite par la présentation à l'occupant de l'offre d'un logement correspondant à ses besoins et à ses possibilités. Le propriétaire ou l'exploitant est tenu de verser à l'occupant évincé une indemnité d'un montant égal à trois mois de son nouveau loyer et destinée à couvrir ses frais de réinstallation.

En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, le relogement des occupants est assuré dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2.

Le propriétaire est tenu au respect de ces obligations si le bail est résilié par le locataire en application des dispositions du dernier alinéa de l'article 1724 du code civil ou s'il expire entre la date de la notification des arrêtés portant interdiction définitive d'habiter et la date d'effet de cette interdiction.

Article L521-3-2

Modifié par LOI n°2014-366 du 24 mars 2014 - art. 87

I.-Lorsqu'un arrêté de péril pris en application de l'article L. 511-1 ou des prescriptions édictées en application de l'article L. 123-3 ou de l'article L. 129-3 sont accompagnés d'une interdiction temporaire ou définitive d'habiter et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, le maire prend les dispositions nécessaires pour les héberger ou les reloger.

II.-Lorsqu'une déclaration d'insalubrité, une mise en demeure ou une injonction prise sur le fondement des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25, L. 1331-26-1 et L. 1331-28 du code de la santé publique est assortie d'une interdiction temporaire ou définitive d'habiter et que le

propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, le préfet, ou le maire s'il est délégataire de tout ou partie des réservations de logements en application de l'article L. 441-1, prend les dispositions nécessaires pour assurer l'hébergement ou le relogement des occupants, sous réserve des dispositions du III.

III.-Lorsque la déclaration d'insalubrité vise un immeuble situé dans une opération programmée d'aménagement ou dans une opération d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, la personne publique qui a pris l'initiative de l'opération prend les dispositions nécessaires à l'hébergement ou au relogement des occupants.

IV.-Lorsqu'une personne publique, un organisme d'habitations à loyer modéré, une société d'économie mixte ou un organisme à but non lucratif a assuré le relogement, le propriétaire ou l'exploitant lui verse une indemnité représentative des frais engagés pour le relogement, égale à un an du loyer prévisionnel.

V.-Si la commune assure, de façon occasionnelle ou en application d'une convention passée avec l'Etat, les obligations d'hébergement ou de relogement qui sont faites à celui-ci en cas de défaillance du propriétaire, elle est subrogée dans les droits de l'Etat pour le recouvrement de sa créance.

VI.-La créance résultant de la substitution de la collectivité publique aux propriétaires ou exploitants qui ne se conforment pas aux obligations d'hébergement et de relogement qui leur sont faites par le présent article est recouvrée soit comme en matière de contributions directes par la personne publique créancière, soit par l'émission par le maire ou le préfet d'un titre exécutoire au profit de l'organisme ayant assuré l'hébergement ou le relogement.

VII.-Si l'occupant a refusé trois offres de relogement qui lui ont été faites au titre des I, II ou III, le juge peut être saisi d'une demande tendant à la résiliation du bail ou du droit d'occupation et à l'autorisation d'expulser l'occupant.

Article L521-3-3

Créé par LOI n°2009-323 du 25 mars 2009 - art. 83

Pour assurer le relogement à titre temporaire ou définitif des occupants, en application du II de l'article L. 521-3-2, le représentant de l'Etat dans le département peut user des prérogatives qu'il tient de l'article L. 441-2-3.

Les attributions de logements, en application de l'alinéa précédent, sont prononcées en tenant compte des engagements de l'accord intercommunal ou départemental prévu respectivement aux articles L. 441-1-1 et L. 441-1-2.

Pour assurer le relogement à titre temporaire ou définitif des occupants, en application du I ou, le cas échéant, des III ou V de l'article L. 521-3-2, le maire peut désigner ces personnes à un organisme bailleur aux fins qu'il les loge et, en cas de refus du bailleur, procéder à l'attribution d'un logement. Les attributions s'imputent sur les droits à réservation dont il dispose sur le territoire de la commune.

Pour assurer le relogement à titre temporaire ou définitif des occupants en application du III de l'article L. 521-3-2, le président de l'établissement public de coopération intercommunale concerné peut procéder dans les conditions prévues à l'alinéa précédent. Les attributions s'imputent sur les droits à réservation dont il dispose sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale.

Le représentant de l'Etat dans le département ou le maire sont réputés avoir satisfait à l'obligation de relogement s'ils ont proposé aux personnes concernées qui, faute d'offre de relogement, occupent des locaux au-delà de la date de prise d'effet de l'interdiction définitive d'habiter, un accueil dans une structure d'hébergement, un établissement ou un logement de transition, un logement-foyer ou une résidence hôtelière à vocation sociale, à titre temporaire dans l'attente d'un relogement définitif.

Article L521-3-4

Créé par LOI n°2009-323 du 25 mars 2009 - art. 93

Dans les cas prévus à l'article L. 521-1 et aux fins de faciliter l'hébergement des occupants par les propriétaires ou exploitants qui y sont tenus ou, en cas de défaillance de ceux-ci, par les autorités publiques compétentes, tout bailleur ou toute structure d'hébergement, nonobstant toute stipulation contraire, peut conclure avec toute personne, publique ou privée, la convention nécessaire à la mise à disposition de locaux ou logements, à titre d'occupation précaire.

La durée de cette convention d'occupation précaire est limitée et prend fin au plus tard au terme du mois suivant celui de la notification de l'arrêté de mainlevée de la mesure de police qui a justifié l'hébergement ou du constat par l'autorité compétente de la réalisation des mesures prescrites.

Les occupants ayant bénéficié de l'hébergement dans les conditions ci-dessus ne peuvent se prévaloir d'aucun droit au maintien dans les lieux ou à la reconduction de la convention.

En cas de refus de l'occupant hébergé de quitter les lieux à l'échéance de la convention d'occupation précaire et faute pour la personne débitrice de l'obligation d'hébergement d'avoir engagé une action aux fins d'expulsion, le représentant de l'Etat dans le département ou le maire, selon le cas, peut exercer cette action aux frais du propriétaire ou de l'exploitant tenu à l'obligation d'hébergement.

Article L521-4

Modifié par LOI n°2009-526 du 12 mai 2009 - art. 125

I.-Est puni de trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 100 000 euros le fait :

-en vue de contraindre un occupant à renoncer aux droits qu'il détient en application des articles L. 521-1 à L. 521-3-1, de le menacer, de commettre à son égard tout acte d'intimidation ou de rendre impropres à l'habitation les lieux qu'il occupe ;

-de percevoir un loyer ou toute autre somme en contrepartie de l'occupation du logement, y compris rétroactivement, en méconnaissance du I de l'article L. 521-2 ;

-de refuser de procéder à l'hébergement ou au relogement de l'occupant, bien qu'étant en mesure de le faire.

II.-Les personnes physiques encourent également les peines complémentaires suivantes :

1° La confiscation du fonds de commerce ou des locaux mis à bail ;

2° L'interdiction pour une durée de cinq ans au plus d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction. Cette interdiction n'est toutefois pas applicable à l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales.

III.-Les personnes morales déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal, des infractions définies au présent article encourent, outre l'amende suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal, les peines prévues par les 2°, 4°, 8° et 9° de l'article 131-39 du même code.

La confiscation mentionnée au 8° de cet article porte sur le fonds de commerce ou les locaux mis à bail.

Lorsque les poursuites sont effectuées à l'encontre d'exploitants de fonds de commerce aux fins d'hébergement, il est fait application des dispositions de l'article L. 651-10 du présent code.